

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers d'avril 2001

Excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars en avril 2001

Le gouvernement a enregistré un excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars en avril 2001, en hausse de 1,6 milliard par rapport à l'excédent de 3,0 milliards enregistré en avril 2000. Cette amélioration d'une année sur l'autre est principalement attribuable aux questions de calendrier découlant du versement final de l'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 2000.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont progressé de 2,3 milliards de dollars, ou 15,5 %. Cette augmentation est principalement attribuable aux recettes plus élevées d'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,6 milliard de dollars, soit 21,9 %. Cette augmentation est principalement attribuable aux versements finaux plus élevés pour l'année d'imposition 2000. L'année dernière, l'échéance finale de soumission des déclarations d'impôt sur le revenu des particuliers avait été prolongée du 30 avril (qui correspondait à un dimanche) au 1^{er} mai. Pour cette raison, les versements finaux relatifs à l'année d'imposition 1999 ont été en grande partie comptabilisés en mai 2000. Cette année, l'échéance était le 30 avril. Ainsi, la variation des résultats d'une année sur l'autre est attribuable aux différentes échéances. Les retenues mensuelles sur le revenu d'emploi sont demeurées pour ainsi dire inchangées, comparativement à la même période l'an dernier.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, soit 9,3 %. Cette augmentation reflète principalement les méthodes de calcul des acomptes provisionnels,

les bénéfiques d'exploitation des sociétés canadiennes ayant en fait baissé au cours du premier trimestre de 2001. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'après l'impôt réel à payer de l'année précédente ou l'impôt à payer prévu pour l'exercice en cours, le versement final devant être effectué dans les 60 jours suivant la fin de leur exercice. Pendant la majeure partie de l'exercice 2000-2001, le calcul des acomptes provisionnels mensuels était fondé sur l'impôt à payer pour 1999. Or, en raison de la forte croissance des profits des sociétés en 2000, les versements des acomptes provisionnels mensuels sont demeurés en deçà de l'impôt à payer final pour 2000-2001. Le calcul des acomptes provisionnels mensuels étant maintenant fondé sur l'impôt à payer pour 2000, la variation des résultats mensuels d'une année sur l'autre pourrait être trompeuse.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi sont demeurées pratiquement inchangées, puisque la baisse de taux de cotisation (le taux des cotisations salariales s'établit en 2001 à 2,25 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables, comparativement à 2,40 \$ en 2000) a compensé l'effet de la croissance du nombre de salariés qui versent des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 14,5 %, reflétant principalement la forte croissance des recettes au titre de la taxe sur les produits et services. Cependant, cette augmentation est en partie attribuable au calendrier des remboursements qui étaient en baisse de 10 % d'une année sur l'autre.
- Les recettes non fiscales ont progressé de près de 9,5 %.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 8,0 %, soit 0,7 milliard de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable aux transferts plus élevés aux autres administrations.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	avril	
	2000	2001
	(M\$)	
Opérations budgétaires		
Recettes	14 937	17 249
Dépenses de programmes	-8 616	-9 308
Solde de fonctionnement	6 321	7 941
Frais de la dette publique	-3 368	-3 389
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 953	4 552
Opérations non budgétaires	-5 253	-4 993
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-2 300	-441
Opérations de change	955	158
Solde financier net	-1 345	-283
Variation nette des emprunts	-5 788	70
Variation nette de l'encaisse	-7 133	-213
Encaisse à la fin de la période	5 818	12 965

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 4,6 %, en raison de la hausse des prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 28,3 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que la croissance de l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 1,5 %. Les subventions et les

autres paiements de transfert ont diminué de 2,2 %, tandis que les paiements aux sociétés d'État ont progressé de 20,5 %. Les dépenses au chapitre de la défense ont augmenté, tandis que les autres dépenses des ministères ont diminué. Les variations mensuelles de ces composantes dépendent en bonne partie du calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont légèrement augmenté, la baisse de l'encours de la dette ayant été compensée par une légère augmentation du taux d'intérêt effectif moyen.

Besoins financiers de 0,4 milliard de dollars (opérations de change exclues) en avril 2001

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

La revue financière

Tableau 2

Recettes budgétaires

	avril		variation (%)
	2000	2001	
	(M\$)		
Impôts sur le revenu			
Impôt sur le revenu des particuliers	7 347	8 953	21,9
Impôt sur le revenu des sociétés	1 963	2 146	9,3
Autres	342	364	6,4
Total des recettes d'impôt sur le revenu	9 652	11 463	18,8
Cotisations d'assurance-emploi	1 784	1 809	1,4
Taxes et droits d'accise			
Taxe sur les produits et services	2 077	2 449	17,9
Droits de douane à l'importation	160	169	5,6
Taxes de vente et d'accise	612	645	5,4
Total des taxes et droits d'accise	2 849	3 263	14,5
Total des recettes fiscales	14 285	16 535	15,8
Recettes non fiscales	652	714	9,5
Total des recettes budgétaires	14 937	17 249	15,5

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 5,0 milliards de dollars en avril 2001, comparativement à des besoins nets de 5,3 milliards en avril 2000. Cette baisse des besoins est principalement attribuable à la comptabilisation des premiers versements d'équité salariale dans les résultats d'avril 2000, soit 1,6 milliard de dollars.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars et des besoins nets de 5,0 milliards, il s'est dégagé des besoins financiers

(opérations de change exclues) de 0,4 milliard en avril 2001, comparativement à des besoins de 2,3 milliards en avril 2000.

Besoins financiers nets de 0,3 milliard de dollars en avril 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes, en achetant des devises étrangères (donc, en vendant des dollars canadiens) dans les situations de pression à la hausse sur la valeur du dollar canadien et en vendant des devises étrangères (donc, en achetant des dollars canadiens) dans les situations de pression à la baisse. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, le mois d'avril 2001 a été marqué par des

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	avril		variation (%)
	2000 (M\$)	2001	
Paiements de transfert			
Particuliers			
Prestations aux aînés	1 997	2 063	3,3
Prestations d'assurance-emploi	1 038	1 113	7,2
Total	3 035	3 176	4,6
Autres administrations			
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 441	28,1
Transferts fiscaux	832	1 005	20,8
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-200	-2,9
Total	1 751	2 246	28,3
Dépenses directes de programmes			
Subventions et autres programmes			
Agriculture	9	38	322,2
Affaires étrangères	55	122	121,8
Santé	63	10	-84,1
Développement des ressources humaines	8	26	225,0
Affaires indiennes et du Nord	842	690	-18,1
Industrie et développement régional	27	112	314,8
Anciens combattants	116	118	1,7
Autres	242	216	-10,7
Total	1 362	1 332	-2,2
Paiements aux sociétés d'État			
Société Radio-Canada	173	200	15,6
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	158	5,3
Autres	140	200	42,9
Total	463	558	20,5
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital			
Défense	490	605	23,5
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 515	1 391	-8,2
Total	2 005	1 996	-0,4
Total des dépenses directes de programmes	3 830	3 886	1,5
Total des dépenses de programmes	8 616	9 308	8,0
Frais de la dette publique	3 368	3 389	0,6
Total des dépenses budgétaires	11 984	12 697	5,9
Poste pour mémoire : total des transferts	6 148	6 754	9,9

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	avril	
	2000	2001
	(M\$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 953	4 552
Prêts, placements et avances		
Sociétés d'État	0	132
Autres	105	-14
Total	105	118
Comptes à fins déterminées		
Compte du Régime de pensions du Canada	-394	-400
Comptes de pension de retraite	317	46
Autres	-44	21
Total	-121	-333
Autres opérations	-5 237	-4 778
Total des opérations non budgétaires	-5 253	-4 993
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-2 300	-441
Opérations de change	955	158
Solde financier net	1 345	-283

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	avril	
	2000	2001
	(M\$)	
Solde financier net	-1 345	-283
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts		
Payables en dollars canadiens		
Obligations négociables	1 900	1 371
Obligations d'épargne du Canada	-5	-1
Bons du Trésor	-7 250	-700
Autres	0	0
Total	-5 355	670
Payables en devises		
Obligations négociables	0	0
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	-433	-490
Billets du Canada	0	-110
Total	-433	-600
Variation nette des emprunts	-5 788	70
Variation de l'encaisse	-7 133	-213

La revue financière

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001	31 avril 2001	variation
		(M\$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 511	39 611	-2 072
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 692	129 738	46
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 409	6 009	-400
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 080	7 101	21
Total des régimes de retraite et autres comptes	143 181	142 848	-333
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 627	295 998	1 371
Bons du Trésor	88 700	88 000	-700
Obligations d'épargne du Canada	25 753	25 752	-1
Obligations non négociables et billets	3 473	3 473	0
Total partiel	412 553	413 223	670
Payable en devises	33 171	32 571	-600
Total de la dette non échue	445 724	445 794	70
Total de la dette portant intérêt	588 905	588 642	-263
Total du passif	632 416	628 253	-4 163
Actif			
Encaisse et débiteurs	18 612	18 725	113
Comptes d'opérations de change	50 010	50 168	158
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	14 268	14 386	118
Total de l'actif	82 890	83 279	389
Déficit accumulé (dette publique nette)¹	549 526	544 974	-4 552

¹ Suppose un solde budgétaire de 15 milliards de dollars pour 2000-2001.

ressources financières nettes de 158 millions de dollars, comparativement à des ressources financières nettes de 1,0 milliard en avril 2000.

Avec un excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars, des besoins nets de 5,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des ressources financières nettes de 0,2 milliard au titre des opérations de change, les besoins financiers nets s'établissaient à 0,3 milliard de dollars pour avril 2001, comparativement à des besoins financiers nets de 1,3 milliard en avril 2000.

Légère hausse des emprunts nets

Ces besoins financiers étaient financés au moyen d'une réduction de 0,2 milliard de dollars des soldes d'encaisse et d'une augmentation de 0,1 milliard des emprunts nets. Les soldes d'encaisse à la fin d'avril 2001 s'élevaient à 13,0 milliards de dollars. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement à chaque mois.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.

Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.

Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à <http://www.fin.gc.ca/>

This publication is also available in English.

Juillet 2001

